

Compétitivité française : en parler enfin, agir près des besoins



Article rédigé par *François Martin*, le 23 mars 2012

La crise de l'Euro, le spectacle désolant de la Grèce, et puis, surtout, la perte par la France de son AAA [1], ont été expliqués par une perte de compétitivité et pas seulement par l'endettement public. Ce constat a contribué à ce que les analystes, la presse et l'opinion s'intéressent au thème de la compétitivité. Du coup, la campagne électorale lui accorde une large place. Enfin !

Signe de temps, le Monde Economie a récemment publié un dossier sur le sujet [2], avec des points de vue d'experts et les propositions des principaux candidats. Plusieurs choses peuvent en être dites.

Remarquons tout d'abord qu'il est plus que temps que l'on se penche sur ce problème. Depuis des années, nos finances publiques se dégradent [3], notre commerce extérieur plonge, et notre dialogue social est au point mort, sans que cela ait l'air d'émouvoir grand monde. Or tout commerçant sait bien que le plus important, c'est son chiffre d'affaires. Si la qualité des produits baisse, si les ventes déclinent, dans une entreprise c'est : « tout le monde sur le pont ». Plus rien ne compte que d'inverser les choses. Or, jusqu'ici, il n'y a pas eu de la part de nos politiques une mobilisation sur le mode « la patrie en danger ». Si nous avons, ici même, depuis fort longtemps, alerté nos lecteurs [4], bien peu a été fait par ailleurs, de la part des « leaders d'opinion ». En ce sens, le choc en forme de « coup de pied aux fesses » de la perte du AAA est une bonne chose !

Sur les composantes de cette compétitivité qui nous fait défaut, le dossier du Monde est assez exhaustif. Il détaille la compétitivité « globale », en différenciant les éléments « prix » et « hors prix » de la compétitivité :

Sur l'aspect « prix », deux éléments sont à prendre en compte :

- L'élément public (tout ce qui « plombe » les résultats de l'entreprise ou les salaires par la faute de l'Etat : impôts, coût de la protection sociale, etc...)
- L'élément privé (tout ce qui obère la « chaîne de valeur » : R&D, salaires, vétusté des machines, coût du crédit, marges, etc...), ainsi que d'autres éléments, comme par exemple le niveau de la monnaie
- Pour l'aspect « hors prix », d'autres variables sont importantes :
- La formation sous toutes ses formes (générale ou professionnelle),
- L'innovation, la propension ou l'aversion au risque des acteurs économiques
- L'organisation des filières et les liens PME/grandes entreprises,
- La rigidité du marché du travail,
- la disponibilité des financements, leur canalisation vers l'investissement productif,
- La qualité des infrastructures,
- Etc...

Le constat n'est pas faux, mais un contresens semble avoir été fait, et plusieurs éléments sont insuffisamment traités :

Le contresens concerne l'Allemagne. Anne Rodier [5] semble la seule à remarquer que le « modèle » allemand tant vanté aujourd'hui s'est construit sur l'utilisation massive de travailleurs de pays de l'Est mal payés [6], et sur le sacrifice des salaires [7] et du pouvoir d'achat des salariés. Certes, le bateau Allemagne ne prend pas l'eau, mais les marins mangent moins bien. Est-ce la bonne solution ? Provisoirement, sans doute, mais à terme ?

Par ailleurs, le dossier ne traite pas suffisamment à notre avis de la question financière, en particulier vis-à-vis des PME. Or nous savons, Bâle III oblige [8], que les PME sont les premières à souffrir du manque de financements, au moment même où l'on dit qu'elles sont la clef de la compétitivité et de l'emploi. Il manque une réflexion profonde sur les dispositifs à créer pour les aider à grandir. Certes, OSEO [9] existe, mais il faut certainement d'autres dispositifs complémentaires, d'une part pour rapprocher encore cet organisme des bassins régionaux, où se trouvent les PME, d'autre part pour qu'il puisse travailler plus « fin », pour des entreprises plus petites [10], enfin pour qu'il intervienne plus en apport de capital [11].

L'autre insuffisance de ce dossier concerne à notre avis la question du dialogue social. Si certains des articles approchent le problème, en mettant l'accent sur la confiance [12], ou bien la qualification et la créativité des hommes [13], ils se contentent d'une incantation globale, et ne vont pas suffisamment loin, pour expliquer les raisons possibles de ce mauvais dialogue, et proposer des pistes de solutions. Les unes et les autres sont pourtant manifestes, comme nous le montrons nous-mêmes [14]. L'une des solutions consiste certainement dans la recreation d'un nouveau pacte social prenant en compte le statut actuel du salarié, *co-investisseur de fait* dans l'entreprise [15], ce qui veut dire que la part variable de sa rémunération (participation, intéressement), et par ailleurs les modalités d'attribution devraient être largement revues, simplifiées et augmentées. D'autre part, la reconstruction de ce pacte passe certainement par une approche commune, par les syndicats patronaux et syndicaux, de la question de la compétitivité elle-même [16]. Si l'on n'est pas déjà d'accord sur la façon de faire grossir le gâteau, il n'existe pas beaucoup de chances qu'on puisse l'être ensuite sur la façon de le partager...

En deuxième partie du dossier du Monde, les propositions des candidats [17]. Si certaines ont du sens, aucune n'a trait précisément aux deux questions ci-dessus [18].

En résumé, ce dossier du Monde aborde de nombreux aspects de la compétitivité, importants ou accessoires, et propose des solutions, mais nos analystes et politiques ne parlent pas des domaines, essentiels, du financement et du dialogue social. Pourquoi cet oubli, pourquoi cette impasse ? Est-ce qu'une économie, un pays, peut fonctionner sans que l'entreprise ne marche ? Et pour qu'elle marche, trouver de l'argent pour se financer et développer une bonne ambiance en son sein, pour que ses membres aient envie d'y travailler, demeure la clef, le B.A. BA, non seulement de la compétitivité, mais de son bon fonctionnement. Nos analystes et politiques ne semblent pas le voir clairement. Est-ce parce qu'ils ne sont que des généralistes, et pas des praticiens, parce qu'ils pensent « macro », et pas « micro » ? Ils savent ce que c'est qu'une entreprise bien sûr, mais pas comment elle fonctionne *de l'intérieur*, parce qu'ils n'y ont, la plupart du temps, jamais travaillé... Il faut plus d'hommes d'entreprises en politique. CQFD.

[1] Dégradée par l'agence de notation Standard & Poor's le 13/01

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/0201842049187-c-est-officiel-la-france-a-pe>

[2] Dans sa livraison du 13/03, dossier « *Quels leviers pour la compétitivité ?* »,

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/quels-leviers-pour-la-competitivite_1656294_3232.html

, avec quelques articles saillants :

« *Pour une stratégie de croissance* », par Philippe Aghion, Professeur à Harvard,

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/pour-une-strategie-de-croissance_1656293_3232.html,

« *Une reconquête* », par Maurice Lévy, Pdt de l'AFEP,

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/une-reconquete_1656295_3232.html,

« *10 propositions aux candidats..* », par Le Cercle de l'Industrie,

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/dix-propositions-aux-candidats-a-l-election-presidentielle_1656296_3232.html

[3] Sans que les français ne fassent, semble-t-il, un véritable lien avec le fait qu'ils sont tenus de faire eux-mêmes des sacrifices pour que ces finances se rétablissent. On sait ce que la réforme des retraites a coûté comme difficultés, et les circonvolutions que sont obligés de faire les politiques pour ne pas utiliser le mot « rigueur ». On croit rêver, on ne rêve pas. Nos politiques sont-ils les seuls à être fautifs, et ne devons-nous pas nous considérer comme co-responsables de ce grave déni de réalité ?

[4] Depuis 2008. CF

<http://www.libertepolitique.com/L-information/Decryptage/Mondialisation-de-la-crise-l-enjeu-moral-du-moteur>,

<http://www.libertepolitique.com/L-information/Liberte-politique-TV/Competitivite-la-France-en-question-par>

, <http://www.libertepolitique.com/L-information/Le-fil-d-actualite/Le-paradigme-perdu-La-competitivite>,
<http://www.libertepolitique.com/L-information/Decryptage/Restaurer-la-competitivite-pour-batir-une-mondial>
, et notre livre « *Mondialisation sans peur* » www.mondialisationsanspeur.com

[5] Cf « *Coût du travail : les raisons de la discorde* », par Anne Rodier,
http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/cout-du-travail-les-raisons-de-la-discorde_1656300_3232.htm

[6] C'est la clé de la performance allemande dans l'agriculture, par exemple

[7] Il n'y a pas de salaire minimum en Allemagne

[8] Les accords de Bâle III, publiés en Décembre 2010, sont des propositions de réglementation bancaire. Ils stipulent en particulier le rehaussement des « ratios prudentiels ». Cela veut dire que les banques, pour se mettre en règle, doivent soit augmenter leurs fonds propres, soit prêter moins. On n'est donc pas dans une période favorable aux offres de prêts, et les premiers à en pâtir sont les PME.

http://fr.wikipedia.org/wiki/B%C3%A2le_III

[9] Pour le financement des PME. Cf <http://fr.wikipedia.org/wiki/Os%C3%A9>

[10] En effet, c'est dans les entreprises plus petites que se trouve le plus grand potentiel. Plus l'on sait « traiter » les petits ruisseaux, plus l'on aura de grandes rivières, et de l'emploi.

[11] Puisque l'élément déclencheur de la création ou du développement d'une entreprise, c'est la constitution du capital, le « tour de table ». C'est le levier essentiel, parce que si le capital est bien fourni, ensuite les banques prêtent. Inutile donc de « muscler » les dispositifs d'appuis aux prêts bancaires, si ceux d'appui au capital sont insuffisants... Nous disposons, en France, du Fonds Stratégique d'Investissement, le FSI <http://www.fonds-fsi.fr/le-fsi/le-fsi-qu-est-ce-que-c-est.html>, mais il ne traite que les besoins en fonds propres d'entreprises innovantes, or la plupart des PME ne le sont pas, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'ont pas de besoins. Cf également la magnifique démonstration du Ministre des finances de Tunisie Jalloul Ayed lors de la conférence HEC de Décembre 2011 sur les dispositifs proposés, dans son propre pays, pour le même problème

<http://www.libertepolitique.com/L-information/Liberte-politique-TV/Tunisie-Les-reformes-a-mener-partie-1>

[12] CF « *La confiance, ingrédient incontournable* », par Adrien de Tricornot,
http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/la-confiance-ingredient-incontournable_1656303_3232.html

[13] Cf « *La qualité des produits, la qualification des hommes* », par Emmanuel Combes,
http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/la-qualite-des-produits-la-qualification-des-hommes_1656298

[14] Après les 30 Glorieuses, le pouvoir d'achat des salariés a relativement peu évolué, par contre leur risque a considérablement augmenté. Le pacte ancien travail/sécurité ne fonctionne plus, sans qu'il ait été remplacé par un nouveau pacte risque/rémunération. Le dialogue social ne fonctionne plus, simplement parce qu'il n'y a *plus de pacte social* dans l'entreprise. Cf

<http://www.libertepolitique.com/L-information/Decryptage/Restaurer-la-competitivite-pour-batir-une-mondial>
, et notre livre « *Mondialisation sans peur* » www.mondialisationsanspeur.com, et aussi les interviews de Bertrand Collomb et François Enaud,

<http://www.labourseetlavie.com/Videos/Debat-economique-et-dossiers/video-L-Economie-en-VO-Debat-ecor>
, et de Xavier Fontanet

<http://www.labourseetlavie.com/Videos/Debat-economique-et-dossiers/video-Magazine-TV-L-Economie-en-V>

[15] Puisqu'il en partage le risque

[16] Cf à ce titre [l'interview de Joseph Thouvenel](#), Vice-Président de la CFTC, et le document « *Approche de la compétitivité française* »

[17] Nicolas Sarkozy :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/reduire-les-couts-pour-les-entreprises_1656304_3232.html,
François Hollande :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/parier-sur-les-investissements-publics-et-privés_1656306_3232.html

, François Bayrou :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/donner-la-priorite-aux-petites-et-moyennes-entreprises_1656307_3232.html

, Jean-Luc Mélenchon :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/des-visas-sociaux-sur-les-importations_1656308_3232.html

, Marine Le Pen :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/une-politique-economique-centralisee-et-protectionniste_1656309_3232.html

, Eva Joly :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/12/des-aides-publiques-biocompatibles_1656310_3232.html

[18] Fidèle à son maître Henri IV, c'est encore François Bayrou, avec sa proposition de « *banques d'économie mixte décentralisées de soutien aux PME* » qui est encore le plus proche de ce qui est nécessaire. Mais il ne parle pas de besoins en fonds propres, et n'aborde pas non plus la question du partage de la valeur ajoutée, l'une des clefs du dialogue social.